

Un nouveau rapport propose des politiques stratégiques pour une mise en œuvre réussie de la Déclaration de Kampala

Le Panel Malabo Montpellier présente une synthèse des expériences sur le terrain visant à stimuler la productivité agricole, accélérer la transformation et le commerce agroalimentaires, développer des mécanismes de financement innovants, améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, promouvoir l'équité économique et renforcer la résilience face aux chocs climatiques et économiques en Afrique.

KIGALI, le 18 décembre 2025 – Un panel d’experts agricoles de renommée mondiale a publié un nouveau rapport conçu comme un guide pour orienter les pays africains dans la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala, et plus particulièrement pour la mise en place de systèmes agroalimentaires résilients et durables à compter du 1er janvier 2026.

Le rapport intitulé [Les Recettes du succès, volume 2 : des innovations politiques pour atteindre les objectifs de la Déclaration de Kampala](#) synthétise les enseignements tirés de 70 études de cas menées par le [Panel Malabo Montpellier](#) et publiées dans 16 rapports phares depuis 2017. Il propose aux gouvernements africains, aux acteurs non étatiques et aux partenaires au développement des approches pratiques et faciles à reproduire dans le cadre de la troisième phase du [Programme Détailé de Développement de l’Agriculture en Afrique \(PDDAA\) 2026-2035](#).

Le PDDAA, cadre fondamental pour le développement agricole en Afrique, a été lancé en 2003 à la suite de l’adoption de la Déclaration de Maputo. En 2014, la Déclaration de Malabo a défini sept objectifs à atteindre avant 2025. Il s’agissait notamment d’éradiquer la faim en Afrique avant 2025, de réduire de moitié la pauvreté grâce à une croissance agricole inclusive et de renforcer la résilience des moyens de subsistance et des systèmes de production face à la variabilité climatique et aux risques connexes.

L’Afrique a connu une croissance économique soutenue au cours des deux dernières décennies, avec une hausse régulière de sa production agricole. Malgré ces progrès, le continent a été confronté à de sérieuses difficultés dues aux chocs climatiques, à la pandémie de la COVID-19 et aux perturbations du marché mondial des produits liées à la guerre entre la Russie et l’Ukraine.

En réponse à ces enjeux pressants, les États membres de l’Union africaine ont adopté en 2025 la Déclaration de Kampala ainsi que la stratégie et le plan d’action 2026-2035 du PDDAA. Ces documents proposent une approche holistique des systèmes agroalimentaires afin de structurer la transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique au cours des dix prochaines années. À partir d’études de cas

menées dans 22 pays et d'enseignements tirés de l'expérience des communautés économiques régionales, **Les recettes du succès, volume 2**, dresse un tableau des données empiriques recueillies par le Panel par rapport aux six engagements énoncés dans la Déclaration de Kampala.

Dr Ousmane Badiane, Coprésident du Panel Malabo Montpellier et Président d'AKADEMIYA2063, a déclaré : « La Déclaration de Kampala constitue un cadre ambitieux destiné à combler le retard accumulé dans la transformation des systèmes agroalimentaires du continent. Il est encourageant de constater que les pays africains disposent d'ores et déjà d'un socle solide d'innovations politiques, de réformes institutionnelles et de programmes efficaces, sur lesquels ils peuvent s'appuyer. » Selon lui, « les résultats des travaux menés par le Panel pendant près d'une décennie montrent que le succès de l'ère de Kampala dépendra en grande partie de la capacité de l'Afrique à s'inspirer des expériences documentées et à déployer massivement les solutions probantes grâce à une action coordonnée et soutenue ».

Dans ce rapport, le Panel Malabo Montpellier présente un programme intégré visant à soutenir les interventions politiques et programmatiques dans des domaines tels que le financement agroalimentaire, la transformation agricole, la résilience climatique, la numérisation, la pêche, l'irrigation, la mécanisation, la nutrition et l'autonomisation des jeunes et des femmes.

Lancé lors du [17e Forum Malabo Montpellier](#), le rapport présente des recommandations majeures et met en lumière des interventions pertinentes et éprouvées, susceptibles d'être adoptées et déployées à grande échelle en vue de la mise en œuvre de chacun des six engagements de Kampala.

Intensifier la production alimentaire durable, l'agro-industrialisation et le commerce. Pour atteindre les objectifs fixés, à savoir augmenter de 45 % la production, réduire de moitié les pertes après récolte et tripler le commerce intra-africain d'ici 2035, il faudra investir de manière soutenue dans la technologie, la diversification et la compétitivité des chaînes de valeur. Les expériences menées en Éthiopie, au Rwanda et au Sénégal offrent des modèles exploitables qui démontrent que les gains de productivité augmentent considérablement lorsque les politiques sont alignées sur les investissements dans l'irrigation, les services de conseil numériques, l'amélioration de la mécanisation et les innovations agricoles adaptées aux besoins des agriculteurs en matière de climat. Les réformes visant à renforcer les échanges commerciaux au Kenya, en Afrique du Sud et en Ouganda démontrent que la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires peut stimuler les marchés régionaux, renforcer la compétitivité et améliorer la circulation transfrontalière des produits alimentaires.

Stimuler les investissements et le financement pour la transformation des systèmes agroalimentaires. La Déclaration de Kampala appelle à mobiliser au moins 100 milliards de dollars US d'investissements publics et privés d'ici 2035, à allouer 10 % des budgets nationaux à ce secteur et à réinvestir chaque année 15 % du PIB agroalimentaire. Les exemples du Maroc, des Seychelles et de la Zambie montrent que les mécanismes de financement innovants (notamment les fonds renouvelables), les instruments de financement mixtes et les subventions basées sur les résultats ont amélioré l'accès des femmes, des jeunes et des petits producteurs au capital.

Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La Déclaration de Kampala vise à éliminer la faim d'ici 2035, à réduire de 30 % les cas de retard de croissance, de malnutrition et de surpoids chez les enfants, et à garantir une alimentation saine pour au moins 60 % de la population. Les interventions menées au Malawi, en Côte d'Ivoire et au Ghana montrent que les programmes d'alimentation scolaire, les mesures incitatives en faveur de la diversification alimentaire, le renforcement des filets de sécurité et les cultures bio-fortifiées, associés à des systèmes de suivi plus efficaces permettant de mesurer les résultats nutritionnels chez les femmes et les hommes de tous âges, se sont avérés efficaces pour améliorer la qualité de l'alimentation, réduire l'insécurité alimentaire et renforcer le capital humain.

Faire progresser l'inclusion et les moyens de subsistance équitables. Pour réduire l'extrême pauvreté et réduire de moitié l'écart de rendement entre les genres, il convient de mettre en place des réformes qui privilégient l'accès équitable aux ressources productives. Des programmes observés en Éthiopie, en Ouganda, au Kenya et au Zimbabwe ont favorisé la participation des femmes et des jeunes aux systèmes agroalimentaires. Ils ont montré que les principaux leviers de l'inclusion résident notamment dans la sécurisation des droits fonciers et des ressources, la mise à disposition de services financiers adaptés, l'accès à la mécanisation et aux outils numériques, ainsi que le développement de pôles d'innovation agricole permettant aux jeunes de passer du statut de demandeurs d'emploi à celui de créateurs d'emplois.

Construire des systèmes agroalimentaires résilients. Pour protéger 40 % des ménages contre les chocs, les pays se doivent de passer d'une gouvernance réactive à une gouvernance anticipative. Des programmes couronnés de succès au Niger, au Mali, en Zambie et au Maroc montrent que la mise en œuvre efficace de technologies évolutives telles que l'irrigation solaire, les variétés de semences résistantes à la sécheresse et les services de conseil adaptés aux variations climatiques, associées à des systèmes d'alerte précoce et à des mécanismes de financement des risques, ont renforcé la capacité des pays à résister aux chocs. Les investissements dans la restauration de l'environnement, les approches d'économie circulaire et la gestion durable des terres et de l'eau peuvent garantir la résilience à long terme des ménages dont les moyens de subsistance sont liés au système agroalimentaire, comme le démontrent le Ghana et l'Ouganda. En outre, le Mozambique et le Malawi ont démontré que, grâce aux infrastructures et à la coopération transfrontalière, un pays peut transformer ses ressources aquatiques en un pilier des systèmes alimentaires résilients et sensibles à la nutrition.

Renforcer la gouvernance des systèmes agroalimentaires. Les données disponibles indiquent que les pays qui ont investi dans des politiques cohérentes, une planification fondée sur des données, des institutions responsables et une prise de décision participative ont obtenu des résultats plus rapides et plus durables dans la transformation de leurs systèmes agroalimentaires. Comme on l'a observé au Rwanda et au Sénégal, la coordination interministérielle, les évaluations régulières des performances et les systèmes réglementaires transparents, en particulier ceux conçus autour de l'utilisation des technologies numériques, renforcent la confiance, l'efficacité et l'attractivité des investissements.

Professeur Joachim von Braun, Coprésident du Panel Malabo Montpellier au Centre de recherche pour le développement (ZEF) de l'Université de Bonn, a déclaré : « Les nombreuses données probantes présentées dans ce rapport constituent un outil de référence pratique qui permettra aux gouvernements africains, aux partenaires au développement et aux acteurs du secteur privé de

réaliser les ambitions de la Déclaration de Kampala ». Selon lui, « les communautés de recherche africaines joueront un rôle clé en fournissant des orientations pour la mise en œuvre au niveau continental et national ».

Alors que le continent s'engage dans la phase de mise en œuvre de la Déclaration de Kampala, ces instruments de politique, associés à des stratégies de communication et de sensibilisation solides, peuvent servir de modèle pour la mise en œuvre, la mise à l'échelle et le suivi, afin d'accélérer l'impact sur l'ensemble du continent.

Contact pour les médias

Dr Layih Butake

Directrice de la Communication et de la Sensibilisation, AKADEMIYA2063

lbutake@akademiya2063.org

À propos du Panel Malabo Montpellier

Le Panel Malabo Montpellier réunit 13 éminents experts spécialisés en agriculture, en ingénierie, en écologie, en nutrition et en sécurité alimentaire. Son objectif est d'orienter les choix de politiques des gouvernements africains afin d'accélérer les progrès vers la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition. Pour ce faire, le Panel identifie les domaines dans lesquels des progrès et des changements positifs ont été réalisés sur le continent et évalue les expériences singulières des pays les plus performants. Il identifie les innovations institutionnelles et politiques, ainsi que les interventions programmatiques, que d'autres pays peuvent reproduire et transposer à plus grande échelle. Le Forum associé au Panel Malabo Montpellier offre une plateforme pour la promotion de l'innovation politique. Il utilise les données produites par le Panel pour faciliter le dialogue entre les décideurs de haut niveau sur des questions liées à l'agriculture, à la nutrition et à la sécurité alimentaire en Afrique. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web : www.mamopanel.org.